

« Le grand artiste est celui à qui l'obstacle sert de tremplin »
André Gide

Argumentaire de campagne – 2005-2006

Au moment de sa création en 1994, le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) bénéficiait d'un budget total de 42 millions de dollars. Cinq ans plus tard, en 1999, à la naissance du Mouvement pour les arts et les lettres (M.A.L.), le CALQ disposait d'un budget de 44 millions de dollars. Le M.A.L. est né d'un objectif commun à tous les secteurs des arts et des lettres : obtenir un budget de 90 millions de dollars au CALQ dans le but de fournir un meilleur soutien aux artistes, artisans et travailleurs culturels. Le M.A.L. amorce aujourd'hui sa septième campagne alors que le budget global du CALQ pour l'année 2004-2005 s'élève à un peu plus de 72 millions de dollars.

Beaucoup de chemin a été parcouru depuis et beaucoup d'efforts ont été investis, avec pour résultat que plusieurs millions supplémentaires sont désormais acquis pour un meilleur soutien des arts et des lettres au Québec. Aujourd'hui, en janvier 2006, il manque 18 millions de dollars pour l'atteinte de l'objectif initial du M.A.L. Un budget de 90 millions de dollars permettrait au CALQ de répondre aux besoins urgents du milieu. De plus, le M.A.L. exige, tout comme l'an dernier, que le budget de création de la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) soit augmenté de 5 millions de dollars lors du prochain budget. Enfin, le M.A.L. croit fermement que la seule façon d'assurer un financement stable et adéquat aux arts et aux lettres repose sur l'adoption d'une loi cadre. Le M.A.L. y travaillera dès cette année et en fait son objectif à moyen terme.

La volonté politique

Le budget total du gouvernement du Québec devrait dépasser les 55 milliards de dollars lors du budget 2006-2007. La revendication de 23 millions de dollars du M.A.L. correspond donc à 0,04 % du budget total de l'État québécois. On comprendra aisément que dégager 0,04 % du budget québécois pour la cinquième mission essentielle de l'État, selon Jean Charest, ne relève pas d'un tour de force. 23 millions de dollars pour les arts et les lettres, sur un total de 55 milliards de dollars c'est presque rien. Trouver 23 millions de dollars pour les artistes, artisans et travailleurs culturels est davantage une affaire de volonté politique que de capacité financière. C'est bien connu : vouloir c'est pouvoir ! Ce que le M.A.L. veut, c'est un gouvernement cohérent par rapport à son discours sur l'importance de la culture, des arts et des lettres pour notre identité nationale et notre épanouissement collectif. Le M.A.L. ne réclame pas l'argent dévolu aux autres secteurs d'activité. Lorsqu'il y a une véritable volonté politique de régler un problème, le gouvernement trouve toujours l'argent pour ce faire. Nous savons que cette marge de manœuvre existe. La ministre de la Culture le sait; le gouvernement aussi.

Le 23 novembre dernier, le gouvernement canadien annonçait qu'il portait le budget du Conseil des Arts du Canada à 301 millions de dollars doublant ainsi, d'ici 2007-2008, le budget de cet organisme. 150 millions de dollars constitue un investissement majeur pour les arts et les lettres, à la mesure des énormes ressources du gouvernement fédéral, et un gain sans précédent du M.A.L. qui a fait activement campagne pour ces sommes depuis cinq ans. Le Mouvement souhaite que la générosité fédérale donne le goût à la ministre Beauchamp de faire sa part, à la mesure des finances du Québec, et que son gouvernement emboîte le pas. Quand on veut...on peut *Briller parmi les meilleurs* ! 23 millions de dollars c'est presque rien.

23 millions de dollars c'est à la fois beaucoup et presque rien. Presque rien en regard du budget global de l'État québécois qui est de plus de 55 milliards de dollars. C'est toutefois beaucoup pour les artistes, les écrivains, les organismes et les travailleurs culturels puisque cet investissement permettrait, grâce à l'effet de levier des investissements gouvernementaux, de générer près de 60 millions en nouveaux revenus et ainsi permettre aux artistes et travailleurs culturels de voir leur revenu artistique moyen passer de près de 12 000 dollars qu'il était en 2005 à plus de 16 000\$.

Le 13 décembre dernier, on pouvait lire en grand titre dans les quotidiens montréalais : *Le ministre Fournier demande plus d'argent pour l'éducation*. Le M.A.L. s'est pris à rêver que la ministre de la Culture et des Communications en fasse autant pour la culture. De notre rêve nous sommes vite revenus à la froide réalité. Cette réalité qui nous oblige à conclure que malgré un programme électoral culturel qui faisait rêver, le gouvernement Charest et sa ministre de la Culture ont fait preuve, hormis quelques mesures et quelques millions parsemés, de bien peu de volonté politique pour améliorer de manière significative les conditions de pratiques des artistes, artisans et travailleurs culturels québécois. La ministre Beauchamp a jusqu'au prochain budget pour nous démontrer le contraire. Après tout, 23 millions c'est presque rien. Vouloir, c'est pouvoir!

Pendant sa campagne, le M.A.L. rappellera au gouvernement Charest certaines dépenses publiques qui prouvent que, lorsque le gouvernement a la volonté politique de dénouer une impasse, de résoudre une problématique ou de venir en aide à un secteur d'activité précis, il trouve la solution et les sommes nécessaires.

La campagne de cette année prend donc son envol, le 8 février, lors d'une conférence de presse à Montréal visant essentiellement à lancer le thème : *23 millions, c'est presque rien. Vouloir, c'est pouvoir !* Cette septième campagne du M.A.L. adoptera un style publicitaire qui utilisera différents supports (macarons, cartes postales, affiches, camion à l'effigie du thème de campagne) et surtout une variété de brefs messages publicitaires qui mettront en relation notre objectif de 23 millions de dollars avec d'autres dépenses gouvernementales. Ces petites publicités seront diffusées par courriel, placées sur le site Internet du M.A.L. et sur ceux des associations membres du M.A.L. Nous demanderons donc aux artistes d'inonder les élus de ces différents messages de type publicitaire, qui rappelleront à ces derniers que le règlement des problèmes de sous-financement des arts et de la culture relève davantage d'une volonté politique que des marges de manœuvre financières de l'État. Des milliers d'affiches et de cartes postales seront disponibles dans les lieux de création, de production et de diffusion afin de sensibiliser les élus et la population à cette problématique. De plus, le M.A.L. sera présent lors de la tournée de la ministre Line Beauchamp dans les différentes chambres de commerce, pour rappeler que le financement privé ne peut être que complémentaire et qu'il faut d'abord un financement public adéquat.

Bonne campagne !

